

Conseil d'Etat de la République et canton de Genève

Projet de budget 2010 de l'Etat de Genève

3 septembre 2009



www.ge.ch/finances

1. Les grandes lignes du projet de budget

Un budget pour lutter contre les effets de la crise mondiale

- Le budget 2010 est placé sous le signe du **dispositif pour l'économie et l'emploi** adopté le 29 avril 2009 par le Conseil d'Etat
- Il intègre les effets des différentes mesures décidées par le Conseil d'Etat et le Grand Conseil pour **limiter au maximum les effets de la crise mondiale** sur l'économie locale
- Cet effort particulier est couvert par la **réserve conjoncturelle** régulièrement alimentée depuis le début de la législature

Lutter contre les effets de la crise mondiale

- Niveau record des investissements pour réduire l'impact de la crise mondiale sur l'économie locale
- Poursuite de l'effort en faveur de l'assainissement énergétique des bâtiments et des énergies renouvelables
- Baisses d'impôts en faveur des familles, des célibataires à revenus modestes et de certaines catégories de retraités, afin de maintenir le pouvoir d'achat
- Augmentation des moyens à disposition de la Fondation pour l'aide aux entreprises (FAE)
- Moyens largement comptés pour les mesures cantonales contre le chômage

Autres caractéristiques du budget 2010

- Croissance des charges maîtrisée
- Aucune coupe dans les prestations publiques
- Respect des engagements envers les collaborateurs de l'Etat
- Augmentation de charges en fonction des priorités incontestables et des besoins de la population
- Grandes incertitudes au niveau des recettes fiscales:
 - votation du 27 septembre,
 - évolution de la conjoncture
 - impossibilité de budgéter les correctifs sur les exercices antérieurs
- Comme chaque année, le budget reste évolutif jusqu'au vote de la commission des finances

Le projet de budget 2010 en bref

(en millions de francs)

Revenus de fonctionnement : 7'237,2

Charges de fonctionnement : 7'601,8

Résultat net : -364,6

Couvert par la réserve conjoncturelle
de 744 millions de francs

- Le déficit correspond à peu de chose prêt à l'impact de la baisse d'impôt sur les personnes physiques (-335 millions) et sur les personnes morales (-20 millions) qui sont soumises au peuple le 27 septembre

2. Prévisions économiques

Contexte économique: monde

- Les experts estiment généralement que l'économie mondiale a atteint le **creux de la vague**, mais tablent sur une reprise lente et hésitante
- Fin juin 2009, l'**OCDE a revu à la hausse ses perspectives économiques** pour la première fois depuis deux ans
- En juillet 2009, **le FMI a augmenté de 0,6% à 2,5% sa prévision** de la croissance mondiale en 2010, jugeant la reprise "timide". Selon le FMI, *"le groupe de pays avancés ne devrait pas connaître de reprise soutenue de l'activité avant le second semestre de 2010"*
- Les indicateurs récents confirment la **sortie de crise des Etats-Unis**
- Après quatre trimestres dans le rouge, la **France** et l'**Allemagne** sortent de la récession avec une croissance modeste de 0,3% de leur PIB au 2e trimestre

Contexte économique: quelques faits

- Depuis le mois de mars, les marchés boursiers sont en hausse

New York



Shanghai



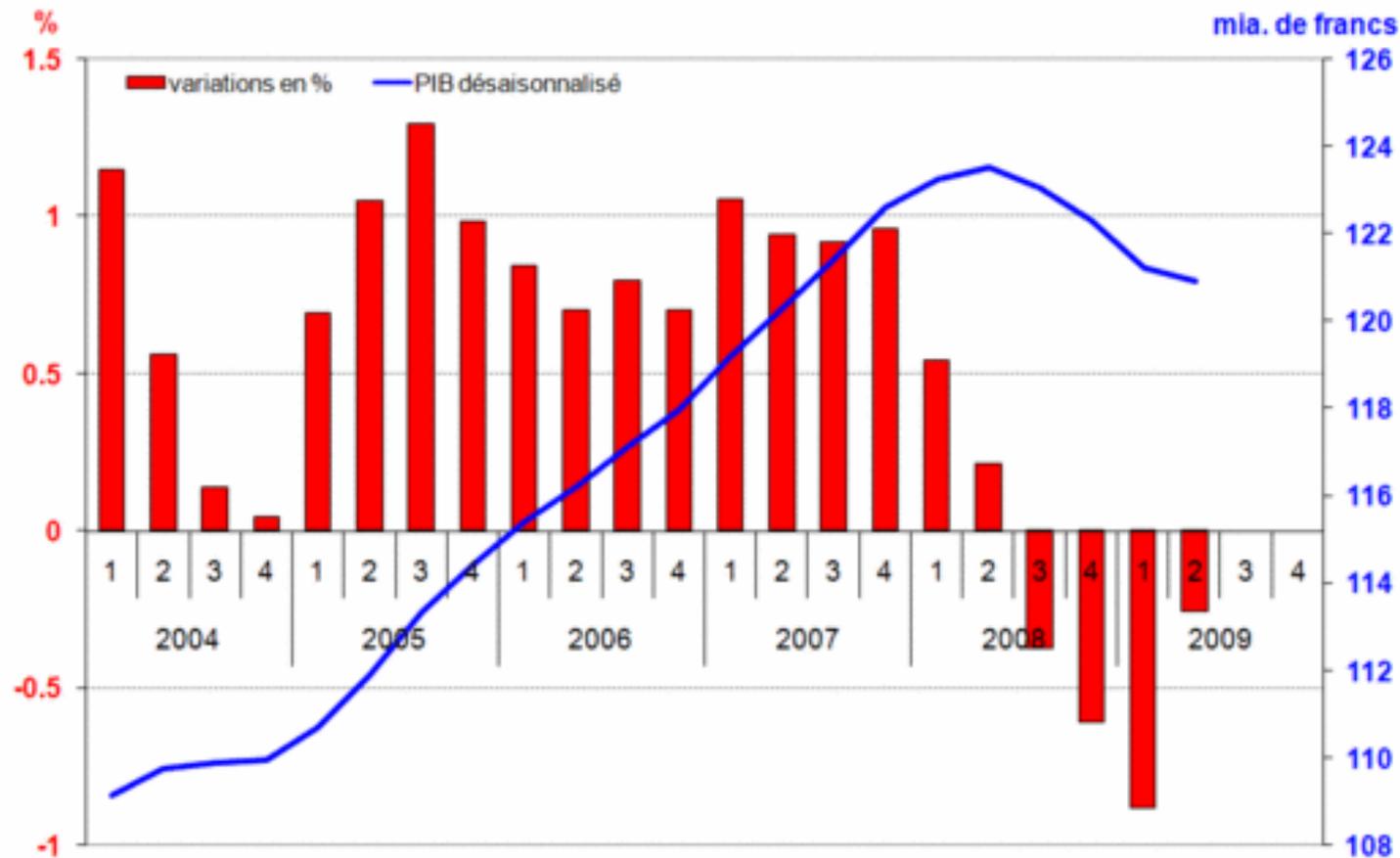
Suisse



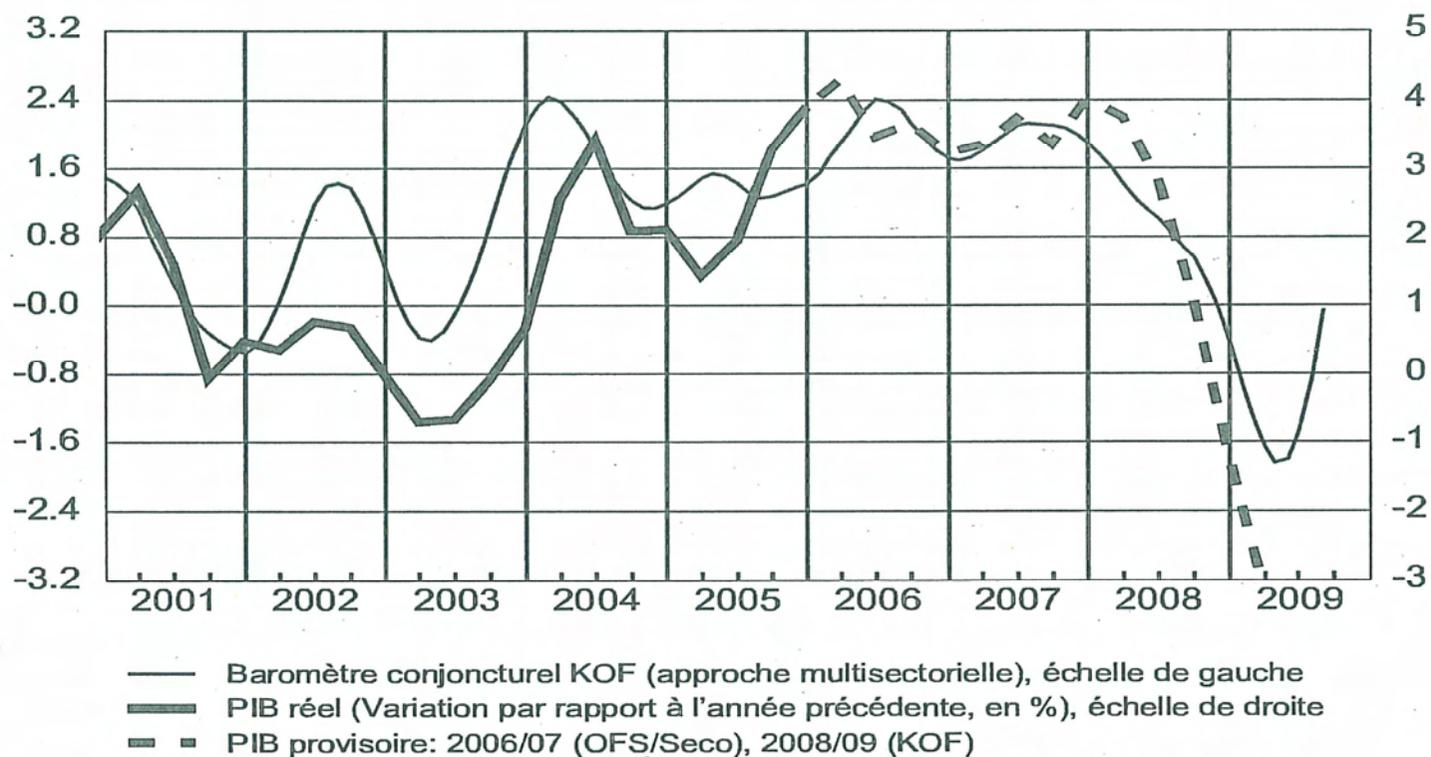
Contexte économique: Suisse

- La crise économique en Suisse reste une **crise importée**. Elle se manifeste par une **baisse des exportations** de biens et de service, mais la **consommation intérieure** et les **investissements** continuent à augmenter
- **Evolution du PIB en 2010**: sur la base des données du 1^{er} trimestre, les principaux instituts prévoient une baisse comprise entre 2,5 et 3,3% en 2009 et une **croissance proche de zéro pour 2010**
- Ces estimations seront revues à partir des dernières données relatives au PIB publiées le 1^{er} septembre par le SECO
- Selon le SECO, le PIB suisse s'est **contracté de 0,3% au 2^e trimestre** par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, la baisse du PIB réel est de **2%**. Cela constitue une excellente nouvelle
- Le dernier **baromètre conjoncturel** du KOF (28 août), **remonte fortement** et n'est plus que légèrement dans la zone négative. La contraction du PIB pourrait cesser au début 2010 et la reprise être un peu **plus rapide** que prévu

SECO: variations trimestrielles du PIB en %

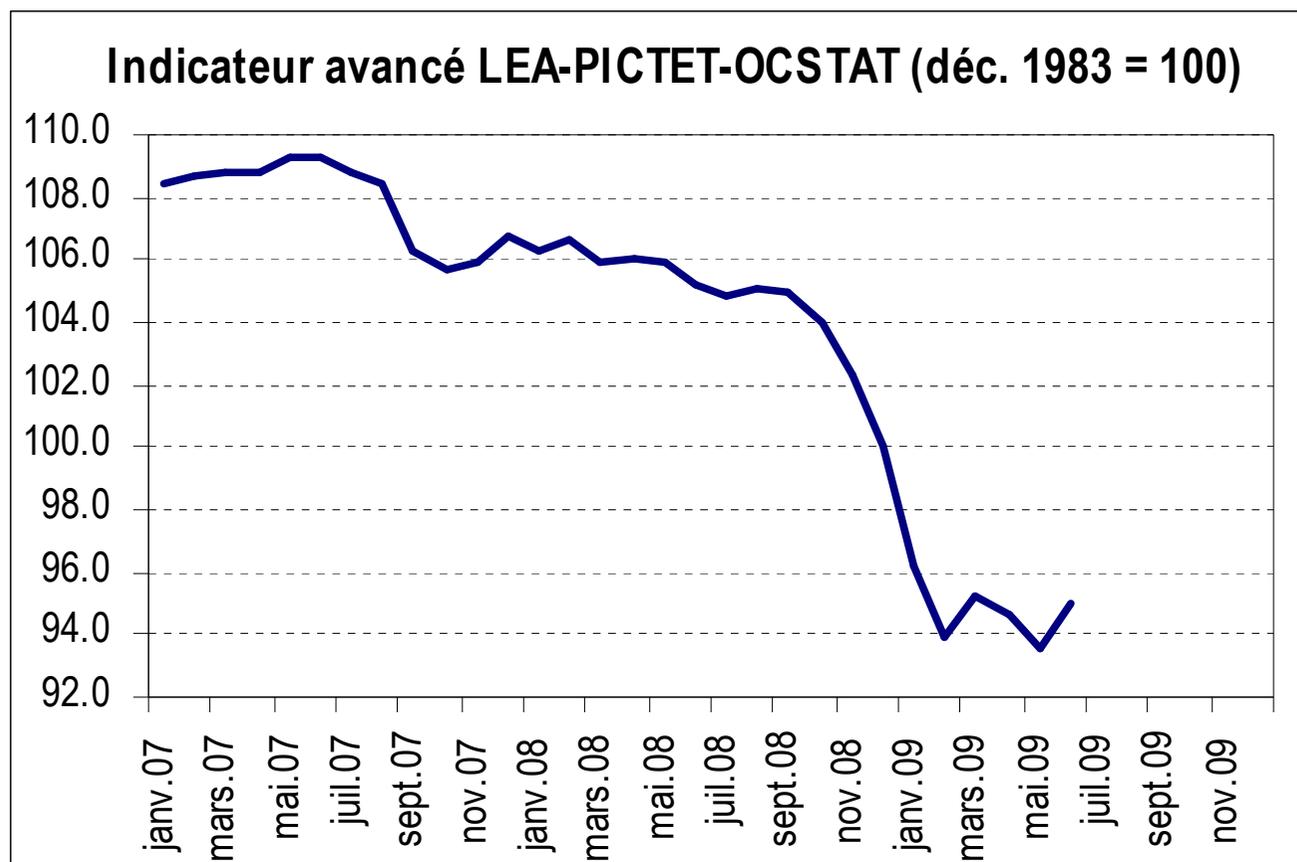


KOF: baromètre conjoncturel et PIB



Contexte économique: Genève

- Le creux de la vague est atteint. Peu de chance de véritable reprise avant la fin de l'année



Contexte économique: Genève 2009

■ Secteurs exportateurs

- **Horlogerie et machines**: fort recul des ventes
- **Gestion de fortune**: forte baisse des marges suite à l'effondrement des marchés boursiers
- **Chimie**: recul des exportations mais bonne résistance
- **Hôtellerie**: baisse modérée
- Le **négoce international et son financement** se portent bien
- **La Genève internationale** constitue un facteur de stabilité

Contexte économique: Genève 2009

■ Economie locale

- Le **commerce de détail** évolue de manière contrastée
- La **restauration** recule
- La **banque de détail** évolue favorablement
- Très bonne résistance de **l'immobilier**

■ Emploi

- Le **nombre d'emplois** a continué à croître très légèrement pendant le 1er semestre et la **masse salariale** a augmenté de 3,1%
- Progression encore mesurée du **chômage**

Prévisions 2010

- Produit intérieur brut:
 - Faible croissance attendue du PIB suisse
 - Prévision du GPE: **+ 0,3%**
 - Pour le PIB genevois, le CREA s'attend à un rebond nettement plus fort du fait de la prédominance du secteur financier **(+2%)**

- Inflation:
 - Reprise attendue

- Chômage:
 - En hausse jusqu'à la fin du 1^{er} semestre

Scénario économique 2010

- Le Conseil d'Etat a retenu le scénario d'une reprise "molle" :
 - Les **entreprises** retrouveront peu à peu le niveau des bénéfices 2007, mais pas avant 2012
 - La **gestion de fortune** est la première branche à redémarrer. La reprise sera moins rapide dans l'industrie
 - Dès 2009, les **fortunes** augmentent lentement et retrouveront le niveau de 2007 en 2011
 - Les **revenus du travail** n'augmenteront significativement qu'à partir de 2011
 - Stabilisation du nombre **d'emplois** avec augmentation du **chômage** jusqu'à la fin du premier semestre 2010

3. Les recettes

Ensemble des revenus

<i>Millions de francs</i>	C 2008	B 2009	PB 2010	Ecart PB 2010 - B 2009	
Impôts	5'755.2	5'577.8	5'216.3	-361.6	-6.5%
Patentes et concessions	13.4	18.3	14.7	-3.6	-19.9%
Revenus des biens	432.4	298.5	367.0	+68.4	+22.9%
Recettes diverses	960.9	699.0	656.9	-42.1	-6.0%
<i>dont dissolutions provisions</i>	<i>475.9</i>	<i>296.1</i>	<i>256.7</i>	<i>-39.4</i>	<i>-13.3%</i>
Parts à des recettes sans affectation	593.6	551.5	553.3	+1.7	+0.3%
<i>dont parts cantonales à des impôts fédéraux</i>	<i>402.0</i>	<i>340.6</i>	<i>356.8</i>	<i>+16.2</i>	<i>+4.7%</i>
Dédommagements de collectivités publiques	181.3	163.9	147.0	-16.9	-10.3%
Subventions acquises	296.8	277.1	282.0	+4.9	+1.8%
Total des revenus	8'233.7	7'586.3	7'237.2	-349.1	-4.6%

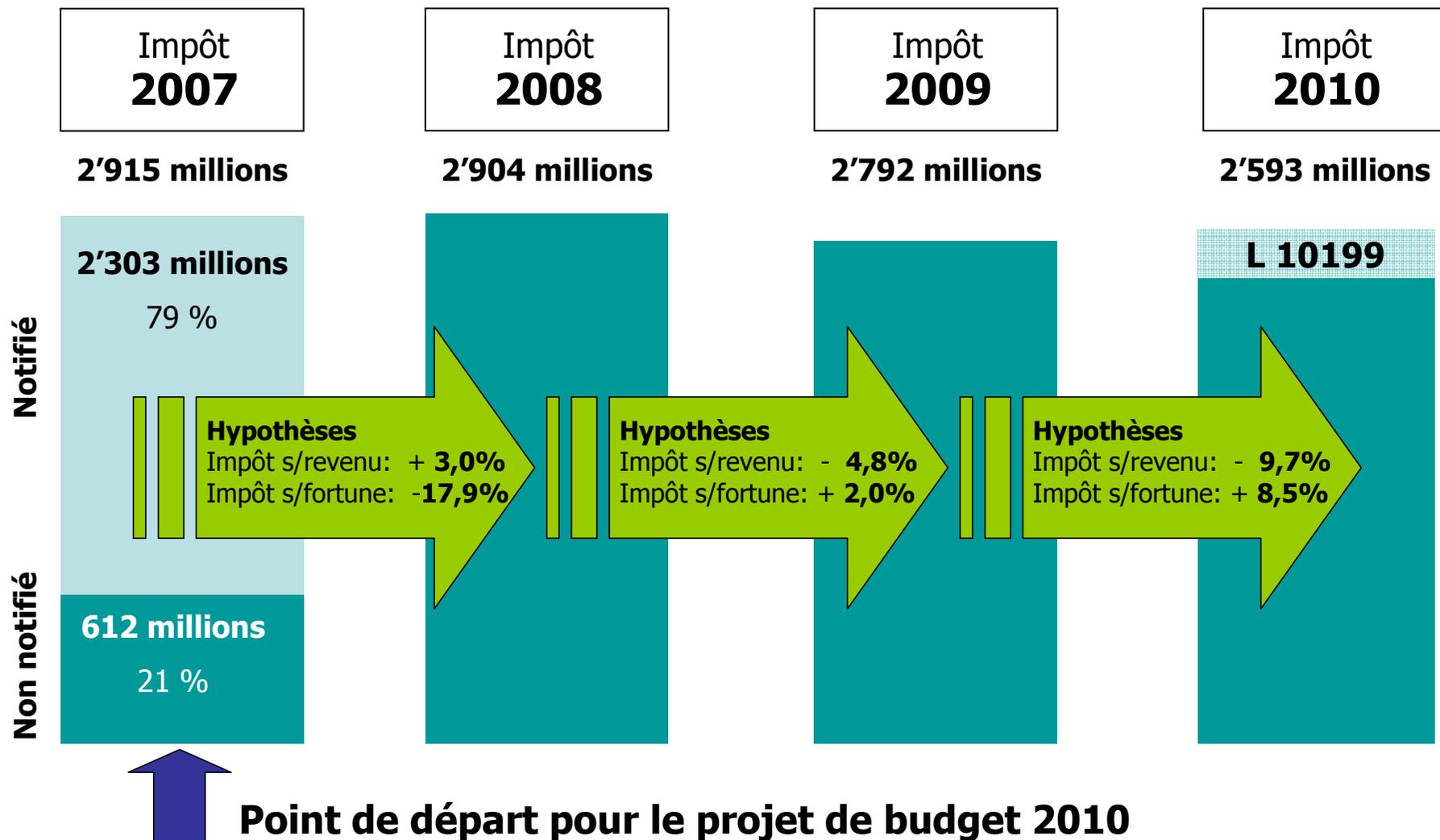
Principaux revenus non fiscaux

- Les revenus non fiscaux sont en très légère diminution de -3,7 millions (-0,2%) :
 - Les **revenus des biens** sont en forte hausse (+68,4 millions), due aux intérêts moratoires et financiers sur impôts et des gains comptables sur vente d'actifs
 - Cette hausse est compensée par les **utilisations/dissolutions de provisions**, en diminution de -39,4 millions
 - ainsi que par la diminution de -16,9 millions des **dédommagements de collectivités publiques** essentiellement due à la baisse du taux de retenue aux communes (passage de 4,5% à 3%)

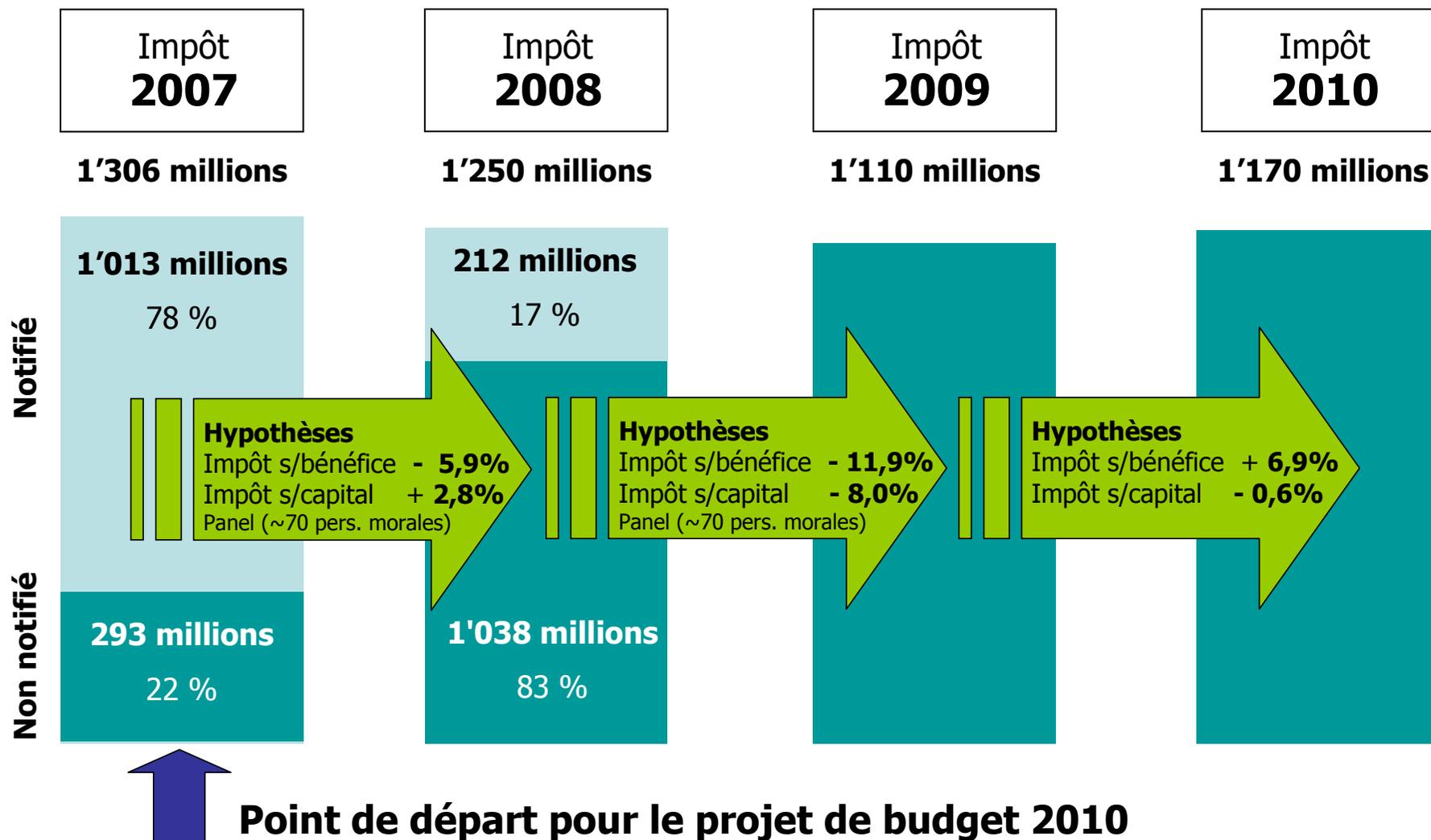
Recettes fiscales : quelques rappels

- Les **prévisions fiscales pour les personnes physiques** se font sur la base des bordereaux notifiés et d'hypothèses de croissance fondées sur le PIB et l'inflation
- Elles se modifient donc au fur et à mesure que la taxation avance (indicateur mensuel) et que le GPE modifie ses hypothèses de croissance (4 fois par an)
- Pour les **personnes morales**, l'estimation est fondée sur celles de quelque 70 entreprises (panel) qui représentent environ la moitié de cet impôt
- Cette évaluation est faite 2 fois par an (janvier et septembre)

Personnes physiques (IBO)

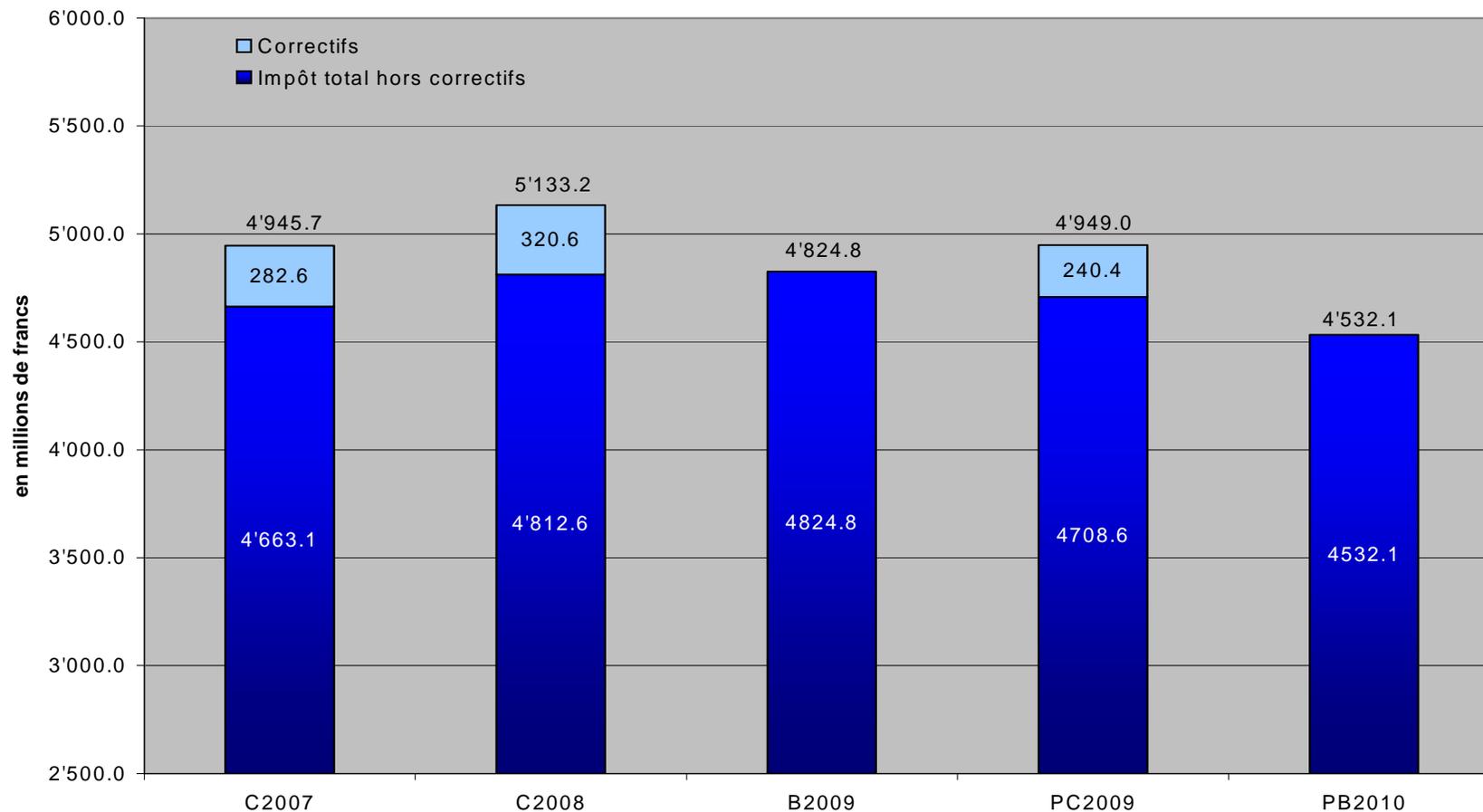


Personnes morales



Impôt des personnes physiques et morales

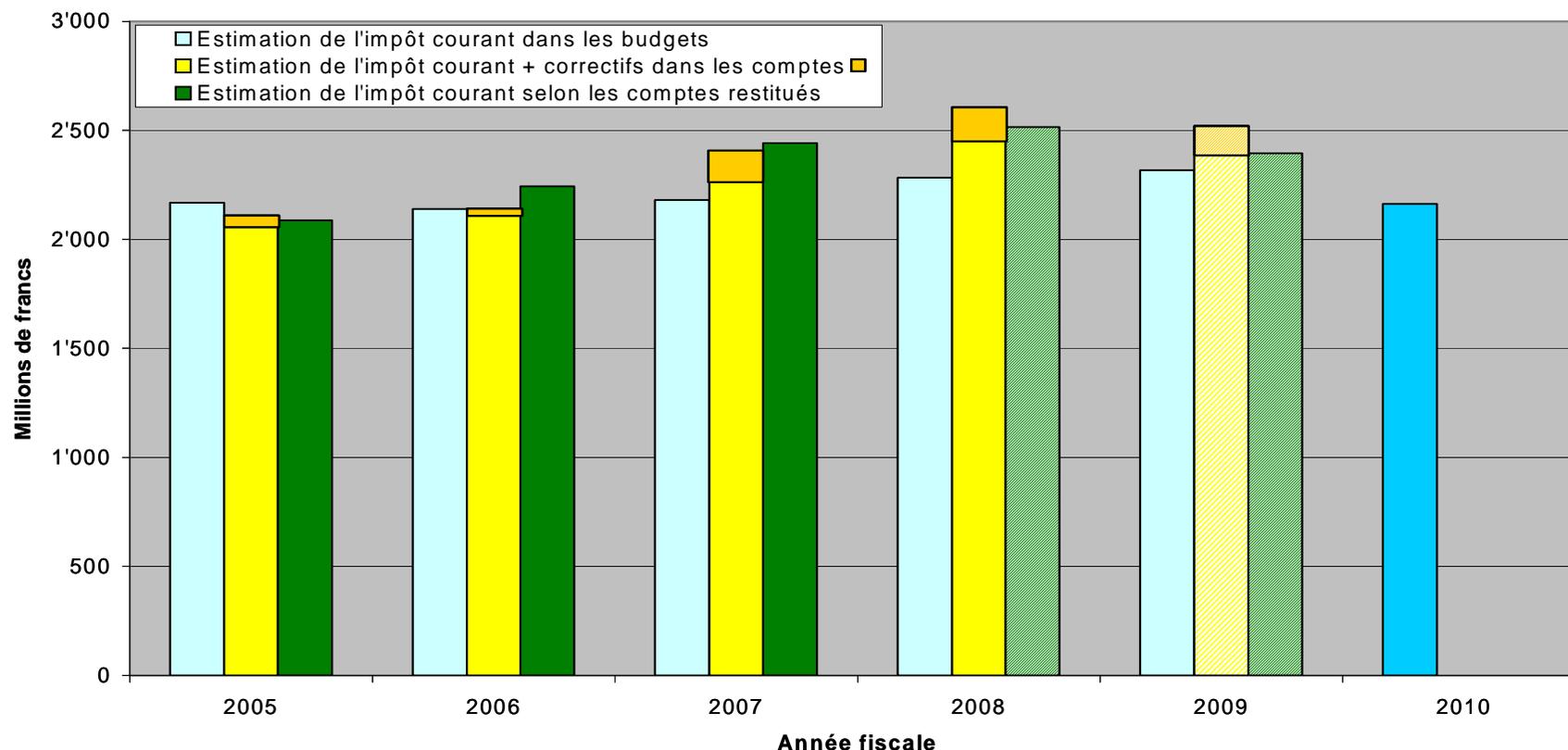
- Chaque année, les correctifs sur les exercices antérieurs viennent augmenter les recettes, ce qui rend difficile la comparaison entre budget et comptes et ne facilite pas la préparation du budget



Impôt des personnes physiques

- Depuis 2006, le résultat des comptes est toujours plus élevé que le budget. Le résultat final à la fin de la taxation est toujours plus élevé que le résultat des comptes sans correctifs et parfois même avec correctifs. L'erreur sur les comptes est due à la méthodologie utilisée

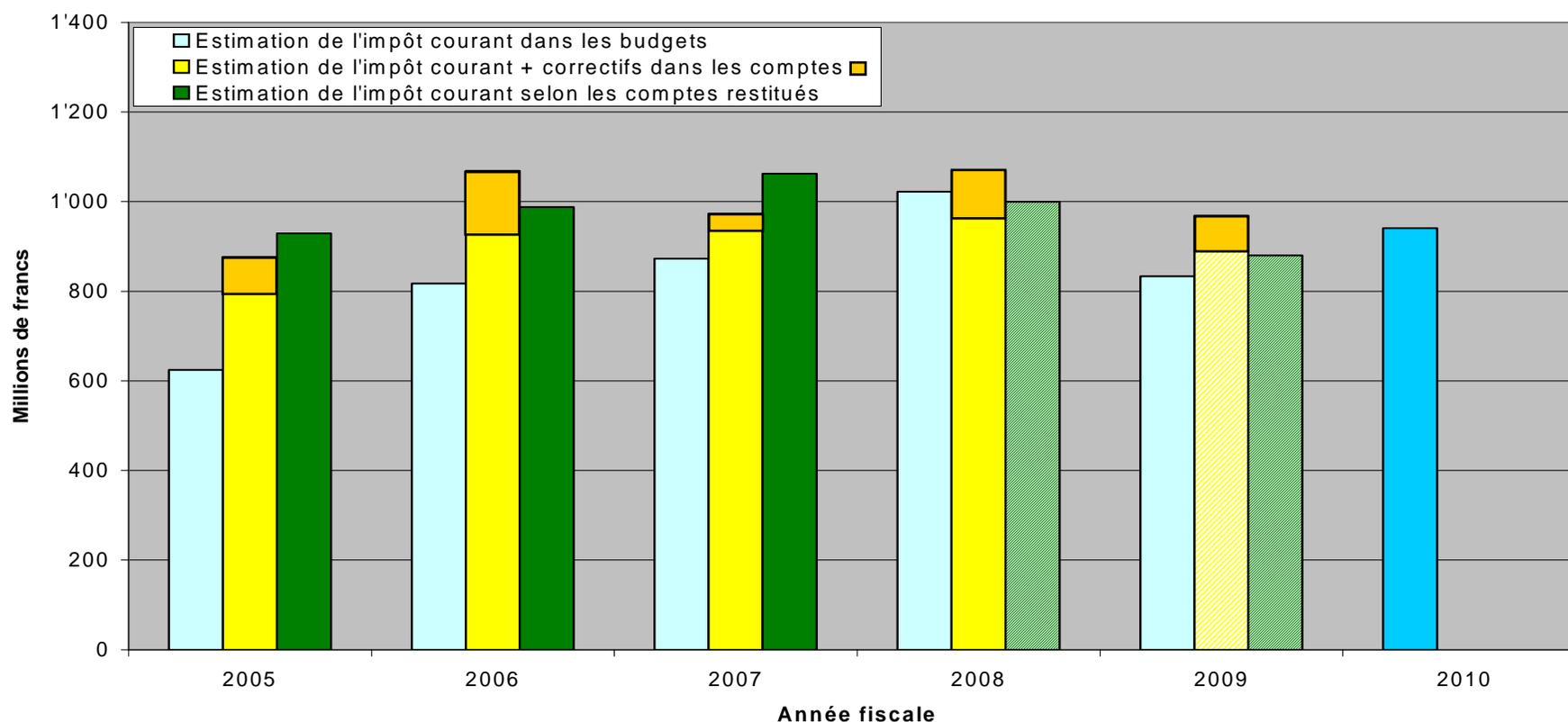
Evolution de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IBO), par année fiscale



Impôt des personnes morales

- Depuis 2005, les comptes sont toujours supérieurs au budget. Le résultat final est toujours supérieur au résultat des comptes sans correctifs, et parfois même avec correctifs. L'erreur d'estimation est due à la prudence des entreprises qui font l'évaluation avant de boucler leurs comptes

Evolution de l'impôt sur le bénéfice des personnes morales, par année fiscale



Recettes fiscales

Hypothèses de croissance sur l'impôt courant
(situation des comptes restitués)

	2007 / 2008	2008 / 2009	2009 / 2010 Hors Loi 10199	2009 / 2010 Avec Loi 10199
Impôt sur le revenu des personnes physiques	+ 4,0%	- 3,4%	+ 0,7%	- 9,5%
Impôt sur la fortune des personnes physiques	- 17,9%	+ 2,0%	+ 9,7%	+ 8,5%
Impôt sur les personnes morales	- 4,3%	- 11,1%	+ 5,3%	+ 5,3%

Facteurs modifiant la prévision fiscale

- Avant le vote du budget :
 - Avance de la taxation (plusieurs dizaines de milliers de bordereaux)
 - Perception de l'impôt à la source
 - Prévisions PIB suisse 2009 et 2010 par le GPE (1^{er} octobre)
 - Réponse des entreprises au questionnaire (15 octobre)

- Dans les comptes :
 - Avance de la taxation (plusieurs centaines de milliers de bordereaux)
 - Perception de l'impôt à la source
 - Prévisions PIB du GPE de décembre
 - Réponse des entreprises au questionnaire (fin janvier)
 - Correctifs sur les exercices antérieurs

Recettes fiscales de 2007 à 2010

	C2007	C2008	B2009	PC2009	PB2010	Ecart		Ecart	
Millions de francs						En %		En %	
						PB2010 / B2009		PB2010 / C2008	
IMPÔTS SUR LES PERSONNES PHYSIQUES	3'699.6	3'831.1	3'728.1	3'751.0	3'351.9	-376.2	-10.1%	-479.2	-12.5%
IMPÔTS SUR LES PERSONNES MORALES	1'246.1	1'302.1	1'096.7	1'198.0	1'180.2	83.5	7.6%	-121.9	-9.4%
TOTAL IMPÔTS ORDINAIRES	4'945.7	5'133.2	4'824.8	4'949.0	4'532.1	-292.7	-6.1%	-601.1	-11.7%
AUTRES IMPÔTS CANTONAUX	623.5	622.1	752.9	780.6	684.2	-68.8	-9.1%	62.1	10.0%
PARTS CANTONALES À DES IMPÔTS FÉDÉRAUX	401.7	402.0	340.6	347.5	356.8	16.2	4.7%	-45.3	-11.3%
TOTAL IMPÔTS	5'970.9	6'157.2	5'918.4	6'077.1	5'573.0	-345.3	-5.8%	-584.2	-9.5%

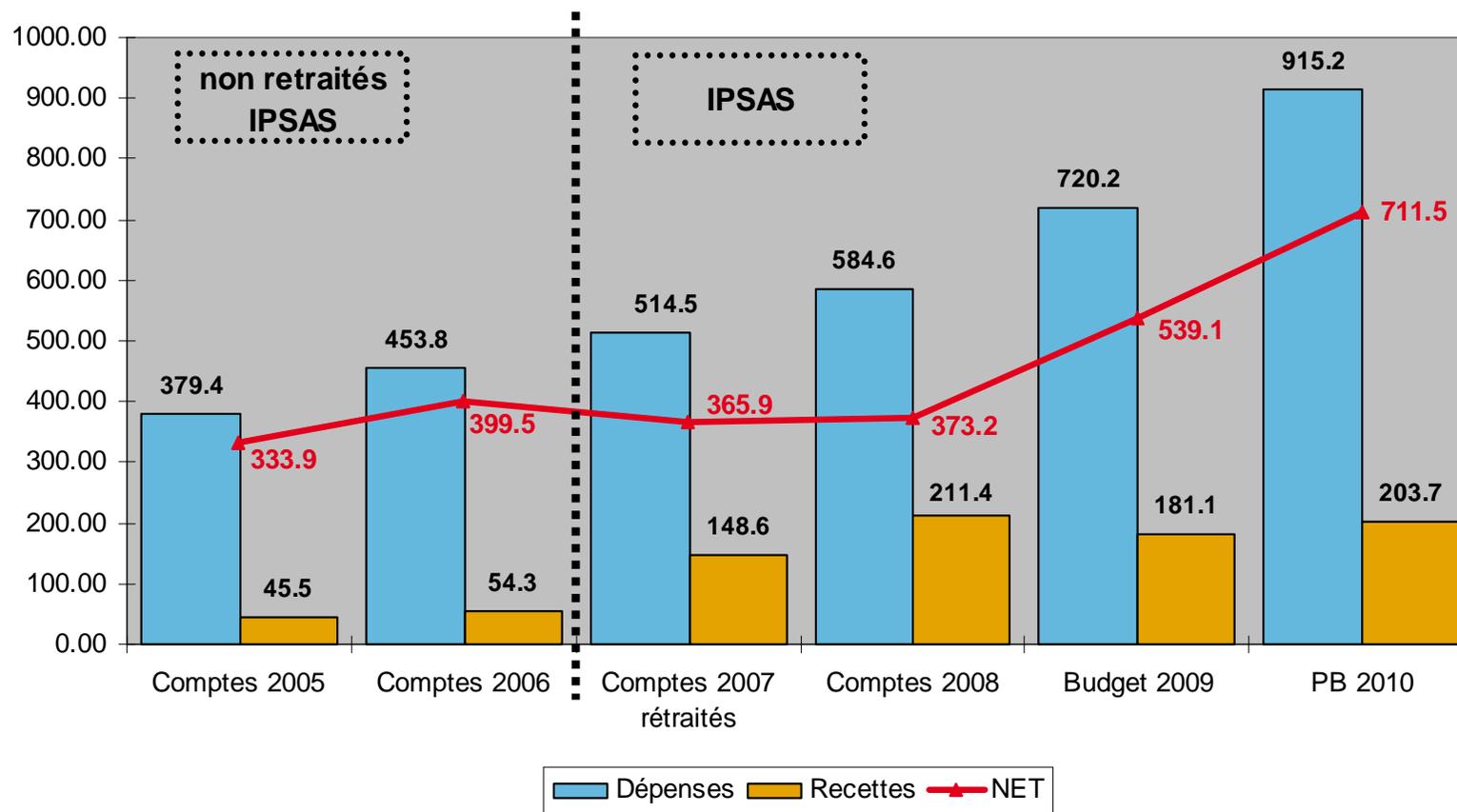
4. Niveau record pour les investissements

Niveau record des investissements

- Le projet de budget 2010 confirme la volonté du Conseil d'Etat d'augmenter significativement les investissements publics afin de **soutenir l'économie et l'emploi** en réalisant les infrastructures collectives dont le canton a besoin pour assurer son développement
- Les **dépenses d'investissements** atteignent le niveau record de **915 millions** en 2010, soit plus du double du montant du début de la législature
- **Deux tiers** des dépenses portent sur la réalisation des **nouveaux projets**, alors que le renouvellement du patrimoine de l'Etat représente un tiers des investissements prévus en 2010
- La forte croissance qui a eu lieu durant la législature 2006-2009 aboutit à un niveau d'investissements très important qui **progressera encore durant les quatre prochaines années**

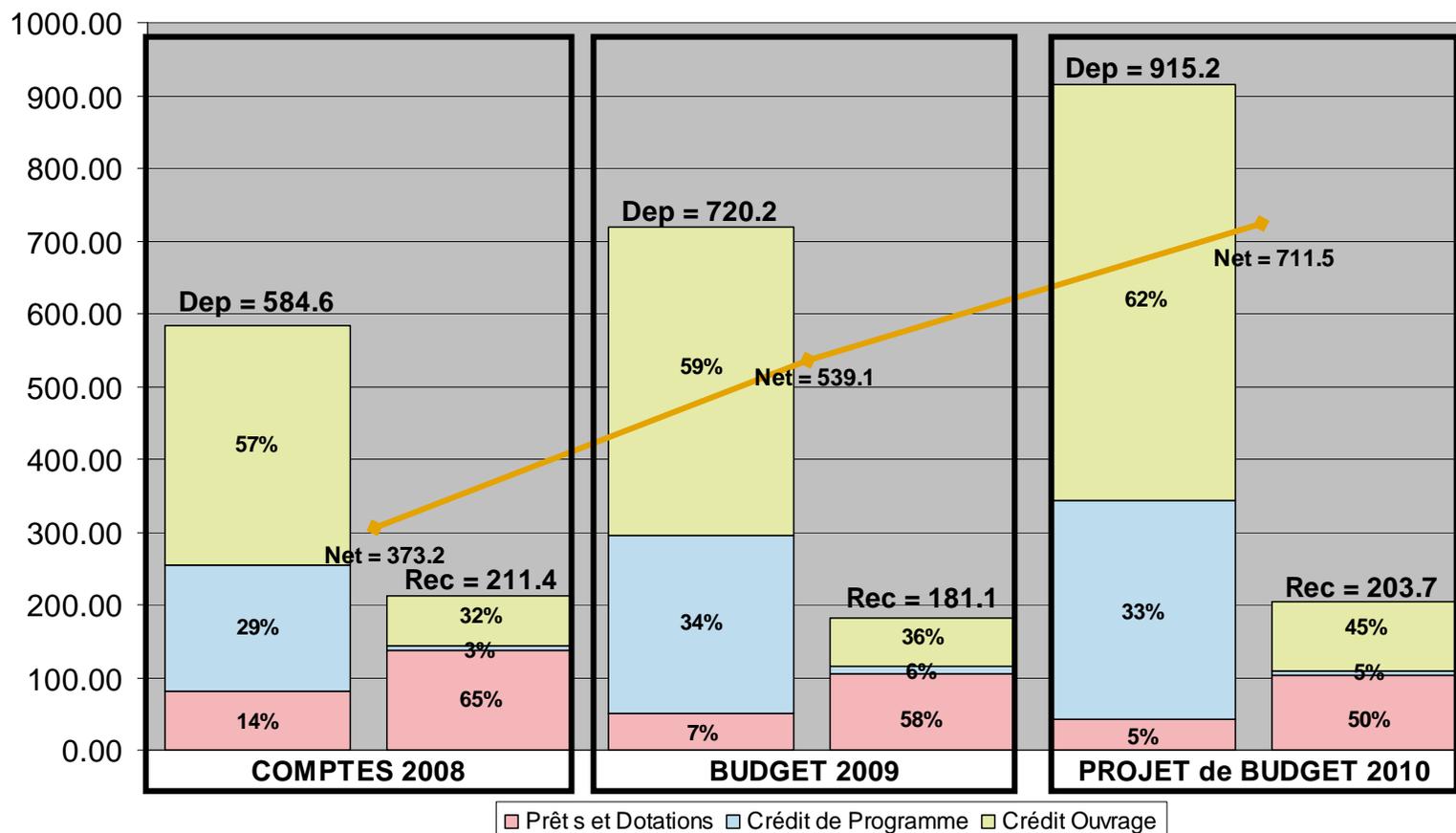
Croissance des investissements

Progression entre 2005 et 2010
(Hors Transferts d'actifs)



Structure des investissements

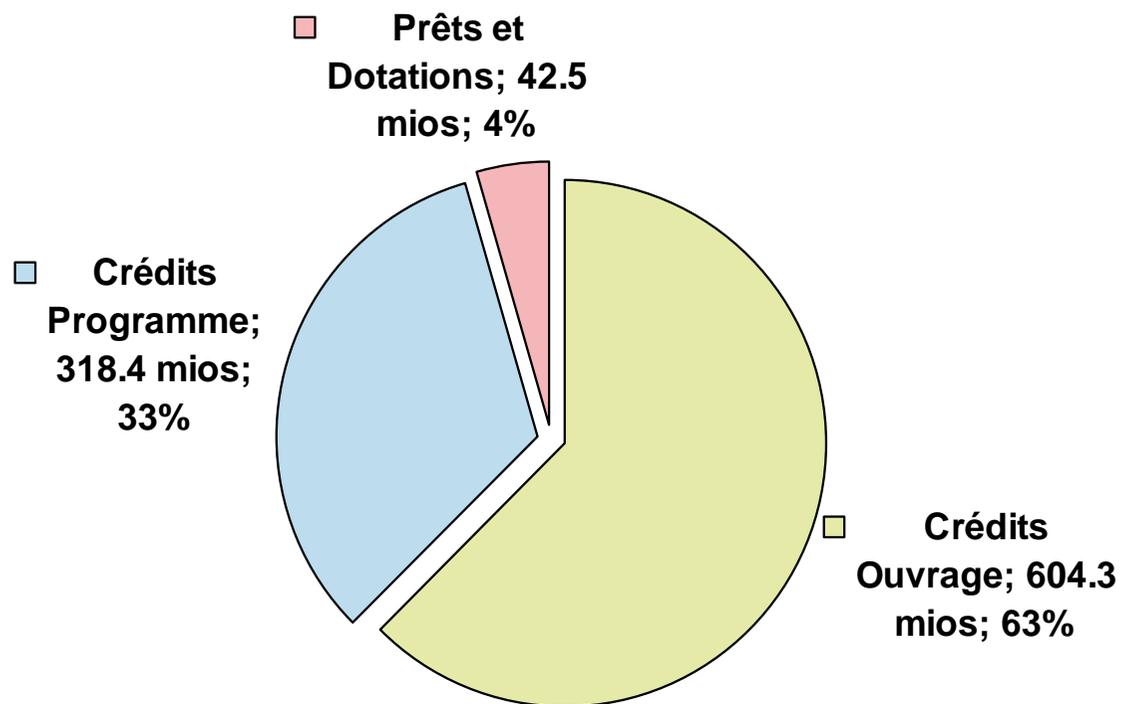
Comparaisons par catégorie (hors transferts d'actifs)



■ **Investissements nets** (dépenses moins recettes) : **711,5** millions en 2010, soit une **progression de 91%** par rapport aux comptes 2008

Composition des investissements

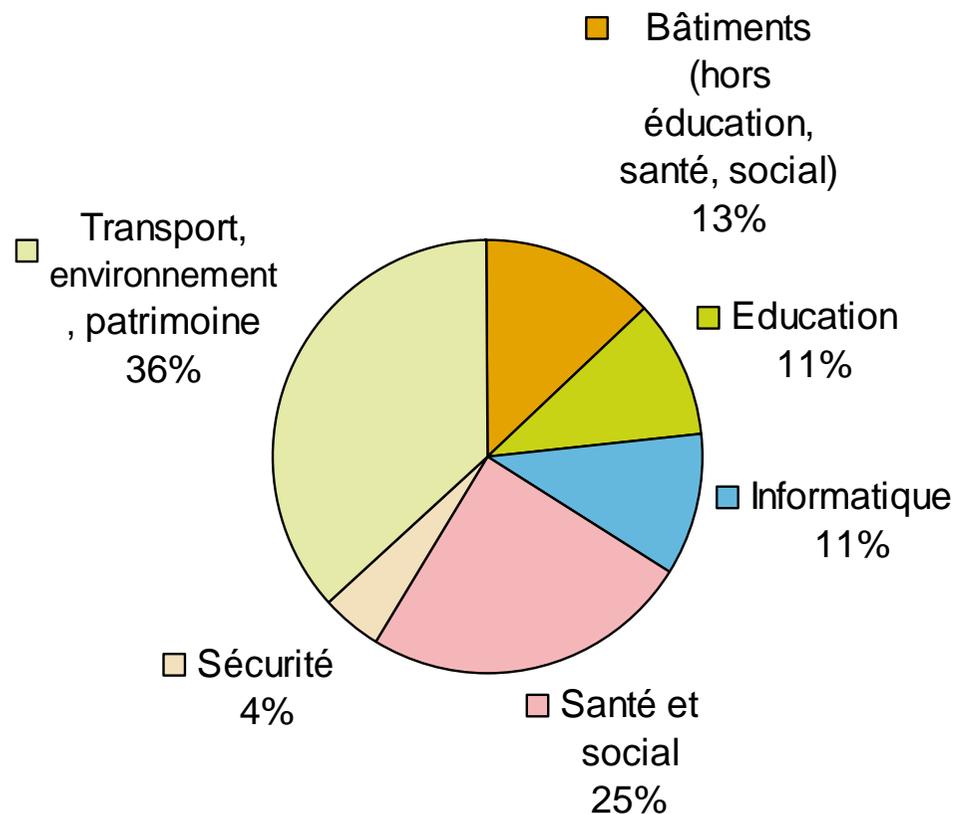
Répartition des dépenses du PB2010 par type



■ **Dépenses d'investissements** (hors réduction globale de 50 millions): **965,2 millions**

Domaines d'investissements

Répartition des dépenses du PB2010 par Domaine



■ **Dépenses d'investissements** (hors réduction globale de 50 millions) : **965,2 millions**

Nouveaux investissements

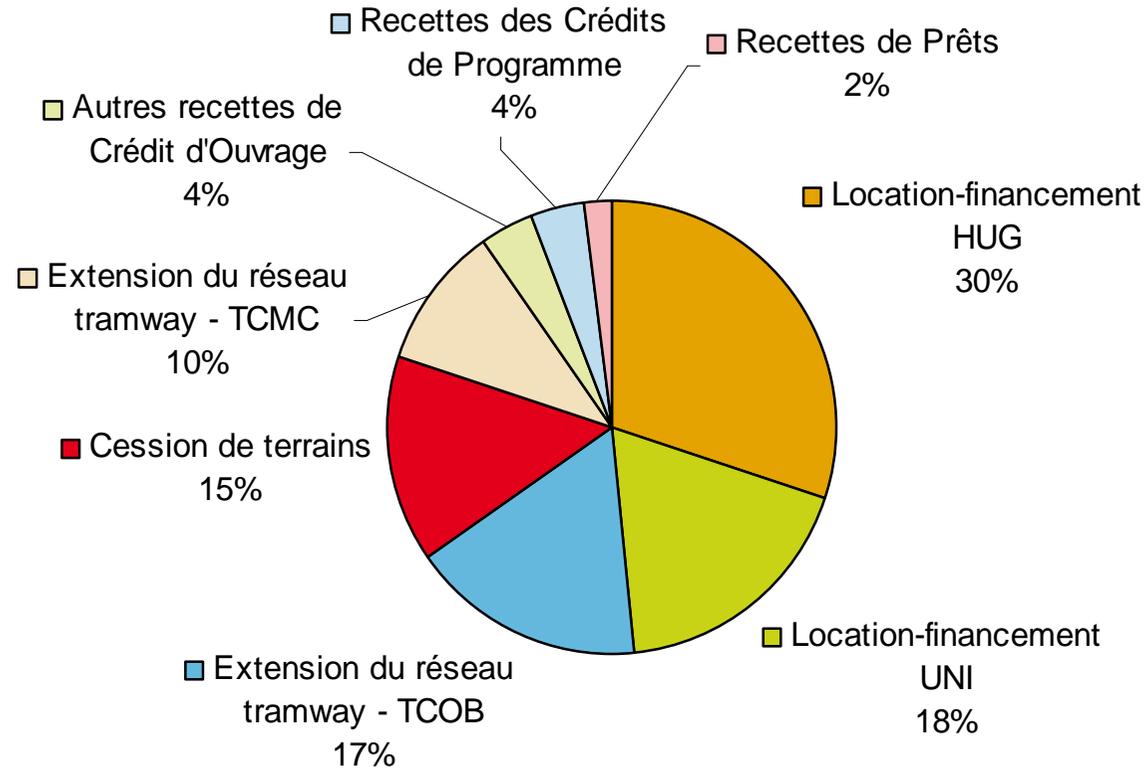
Principaux chantiers

N° Loi	Libellé Loi	PB2010	% Dépenses totales
8719 - 10444	Liaison CEVA	82.00	8.5%
H.1.50	Extension du réseau tramway - TCMC	77.00	8.0%
H.1.50	Extension du réseau tramway - TCOB	75.00	7.8%
9422	HUG - Maternité - 3e étape - Construction / Equipement	32.10	3.3%
9955	CMU - 5e étape - Construction / Equipement	24.70	2.6%
10418	Curabilis - extension et transformation	24.44	2.5%
En cours	EMS - construction solde EMS (12 projets ~900 lits)	20.56	2.1%
9015	Collège Sismondi - Reconstruction / Equipement	17.36	1.8%
10407	IHEID Maison de la Paix	17.00	1.8%
8662-10441	Traversée de Vesenz	12.50	1.3%
9897	CO Drize - Construction / Equipement / Informatique	12.16	1.3%
10008	LUP - achats	10.00	1.0%
9610	EMS - Les Mouilles et La Poterie	10.00	1.0%
10409	HUG - HDE - 3e étape - Construction / Equipement	9.76	1.0%
10177	Administration en ligne (AEL)	9.04	0.9%
En cours	HUG - Nouveau bâtiment des lits (BDL2) - construction	4.00	0.4%
		438	45%
Dépenses Totales PB 2010		965.2	

■ Les **principaux chantiers** prévus en 2010 représentent **45%** des dépenses d'investissements

Recettes d'investissements

Répartition des Recettes du PB2010



■ **Recettes d'investissements** : **203,7 millions** (taux de couverture des dépenses : 22,2%)

5. Les charges

Ensemble des charges

<i>Millions de francs</i>	C 2008	B 2009	PB 2010	Ecart PB 2010 - B 2009	
Charges de personnel	1'990.6	2'016.4	2'072.0	+55.6	+2.8%
Dépenses générales	384.5	422.8	416.3	-6.5	-1.5%
Intérêts passifs	349.3	318.3	319.6	+1.3	+0.4%
Amortissements, provisions, irrécouvrables	1'008.7	599.9	607.4	+7.4	+1.2%
<i>dont provisions</i>	259.8	214.8	206.1	-8.7	-4.1%
Parts et contributions sans affectation	519.1	521.5	468.3	-53.2	-10.2%
Dédommagements à des tiers	207.7	241.5	179.0	-62.5	-25.9%
Subventions accordées	3'277.9	3'450.6	3'539.2	+88.6	+2.6%
Total des charges	7'737.8	7'571.0	7'601.8	+30.8	+0.4%

Charges: croissance limitée à 0,4%

- Croissance globale de 0,4% entre 2009 et 2010
- Hors Fondation de valorisation et contentieux, croissance de 1,4%
- Hausse de 2,8% des charges de personnel consécutive aux mécanismes salariaux et à la création de postes répondant à des besoins prioritaires
- Croissance de 2,9% des indemnités en fonction des contrats de prestations votés par le Grand Conseil et des mécanismes salariaux
- Croissance modérée des allocations versées à des tiers, conséquence d'une croissance moins forte que prévu pendant l'exercice 2009.
- Diminution des dépenses générales, des parts et contributions sans affectation et des dédommagements à des tiers

Charges

■ Les priorités:

■ Economie-emploi

Mesures liées au dispositif de soutien à l'économie à l'emploi

■ Justice

Faire face à la nouvelle organisation de la justice adoptée au niveau fédéral

■ Sécurité

Augmenter les effectifs du corps de police et des établissements pénitentiaires

■ Formation

Renforcer les moyens de l'enseignement spécialisé et post-obligatoire

■ Santé-social

Ouverture de nouveaux EMS

Charges de personnel en 2010

- Croissance de **2,8% (56 millions)** par rapport au budget 2009 sous l'impact cumulé des mécanismes suivants :
 - Versement dès janvier 2010 de **l'annuité 2009 au corps enseignant**
 - **Annuité 2010** versée à l'ensemble du personnel selon les mécanismes usuels
 - **Refonte de la réduction technique linéaire** - répartie par CR selon le taux de vacances des postes : 17 millions
 - **Effectifs du "petit Etat"** en croissance de **1,4%**, proche du taux de croissance de la population
 - **L'indexation** n'a pas d'impact, puisque l'inflation est nulle

Charges de personnel en 2010

- Création de **238 postes**, dont 186 dans l'administration et 52 au pouvoir judiciaire
 - **52 postes** dont 12 magistrats dans le cadre de "Justice 2011" (engagement au cours de l'année 2010).
 - **20 postes** pour la police
 - **53 postes** pour le corps pénitentiaire (ouverture d'école en vue de la mise en service de Curabilis)
 - **50 postes** pour l'enseignement post-obligatoire
 - **21 postes** pour l'enseignement spécialisé

Charges de personnel en 2010

Evolution des effectifs par départements

DEPARTEMENT	2010				Budget 2010
	Internalisation Externalisation	Transferts internes Petit Etat	Postes supprimés + Réallocations internes	Nouveaux postes accordés par CE	
CHA		1.00		1.00	70.83
DF		1.00		6.00	769.00
DIP	-29.20	2.00	0.00	77.10	7'192.61
DI		-2.00		96.90	2'787.63
DCTI					1'092.85
DT		4.30	0.02	5.50	493.50
DSE		-5.30			678.35
DES					224.23
Total Admin.	-29.20	1.00	0.02	186.50	13'309.00
SGGC					22.97
PJ		-1.00		51.50	492.42
Total Général	-29.20	0.00	0.02	238.00	13'824.39
CdC					1.00
Constituante					4.00

Dépenses générales

- **Diminution de 1,5%** (-6,5 millions à 416,3 millions) par rapport au budget 2009
 - **Diminution régulière** depuis 2003 (458 millions), entre autres grâce aux reports budgétaires et aux rabais obtenus par la CCA
 - **Réallocation** des dépenses générales pour répondre à des besoins avérés (entretien des bâtiments, locations)

Subventions

<i>Millions de francs</i>	C 2008	B 2009	PB 2010	Ecart PB 2010 - B 2009	
Indemnités	2'108.3	2'184.0	2'246.4	+62.4	+2.9%
Aides financières	98.5	107.0	112.5	+5.6	+5.2%
Allocations à des tiers	1'010.7	1'139.1	1'153.9	+14.8	+1.3%
Non soumises à la LIAF	60.3	20.5	26.3	+5.9	+28.7%
Total des subventions	3'277.9	3'450.6	3'539.2	+88.6	+2.6%

Subventions

- **Croissance de 2,6% (89 millions)**, rassurante compte tenu du contexte économique :
 - **Allocations à des tiers**: + 1,3% (15 millions), soit une progression raisonnable par rapport à l'exercice précédent consécutive à un budget légèrement surestimé en 2009
 - **Indemnités**: + 2,9% (62 millions), sur la base des contrats de prestations votés par le Grand Conseil, des mécanismes salariaux et de la compensation de la prime aux cadres supérieurs votée par le Grand Conseil (absente du budget 2009) dans le cadre du nouveau système de rémunération
 - **Aides financières**: + 5,2% (6 millions), notamment en faveur de l'OSR, des cours interentreprises, de l'aide au développement, de la mobilité, etc.

Principales allocations à des tiers

<i>Millions de francs</i>	C 2008	B 2009	PB 2010	Ecart PB 2010 - B 2009	
Hospice Général	159.9	179.5	184.3	+4.8	+2.7%
Allocations familiales pour personnes non actives	0.0	25.1	25.1	+0.0	+0.0%
SPC - PCC/PCF	430.1	470.0	475.8	+5.8	+1.2%
Subsides aux assurés à ressources modestes	213.8	242.6	242.6	+0.0	+0.0%
Créances irrécouvrables des assurés à ressources modestes	37.2	43.5	41.5	-2.0	-4.6%
Frais de placement	9.4	8.1	16.5	+8.4	+104.2%
Logement	59.9	66.6	62.8	-3.8	-5.8%
Total	910.2	1'035.3	1'048.6	+13.3	+1.3%

Principales indemnités

<i>Millions de francs</i>	C 2008	B 2009	PB 2010	Ecart PB 2010 - B 2009	
Hôpitaux universitaires de Genève (HUG)	866.9	882.8	899.8	+17.1	+1.9%
Université	375.2	385.4	394.0	+8.6	+2.2%
Transports publics genevois (TPG)	170.9	175.1	178.0	+2.9	+1.7%
Etablissements pour personnes handicapées et Fédération des services d'aide et de soins à domicile	129.7	145.2	151.6	+6.5	+4.5%
Etablissements médicaux-sociaux (EMS)	93.8	104.2	108.2	+4.0	+3.8%
Hautes écoles spécialisées (HES)	98.2	98.3	104.4	+6.1	+6.2%
Hospice général	77.5	84.4	79.5	-4.9	-5.9%
Fondation officielle de la jeunesse (FOJ)	24.6	25.6	26.4	+0.8	+3.2%
Total	1'949.1	2'017.8	2'060.3	+42.5	+2.1%

Important effort pour le secteur des EMS

■ L'Etat prévoit l'ouverture de **197 lits** (231 nouveaux lits, 34 supprimés) en 2010

<i>Millions de francs</i>	lits	Coût SPC	Subvention	Total
Poterie (jan.)	+73	+4.325	+1.300	+5.625
Lausanne (sept.)	+80	+1.580	+0.475	+2.055
Les Mouilles (fév.)	+78	+3.851	+1.157	+5.008
Ferm. Villeureuse (jan.)	-34	-1.122	-0.962	-2.084
	+197	+8.634	+1.970	+10.604
<i>Réévaluation prix de pension et mécanismes salariaux</i>		+7.000		
Coût supplémentaire EMS		+15.634	+1.970	+17.064

Important effort pour le secteur des EPH

- L'Etat prévoit l'ouverture de **100 places** en 2010 (dont 80 déjà planifiées) et l'annualisation de 90 places créées courant 2009

<i>Millions de francs</i>	places	Coût SPC	Subvention	Total
EPI	+39	+0.504	+1.415	+1.919
Aigues-Vertes	+11	+0.201	+0.483	+0.684
Centre Espoir	+3	0	+0.023	+0.023
Pro	+10	0	+0.120	+0.120
Trajets	+14	+0.162	+0.257	+0.419
SGIPA	+3	+0.018	+0.038	+0.056
<i>Réserve de places à créer</i>	+20	+0.418	+0.854	+1.272
Total 2010	+100	+1.303	+3.190	+4.493
<i>Annualisation places 2009</i>	+90	+0.867	+2.370	+3.237
Coût supplémentaire EPH		+2.170	+5.560	+7.730

Fondation de valorisation des actifs de la BCGE, en liquidation

- En conformité avec la loi 10202, la personnalité juridique et la raison sociale de la Fondation disparaîtront au 31 décembre 2009
- A cette date, la loi prévoit que l'Etat de Genève succède à la Fondation avec tous ses droits et obligations, notamment :
 - Reprise des actifs résiduels, essentiellement les créances et biens immobiliers restant à liquider, estimés à environ **50 millions** (sur les 5,3 milliards d'origine)
 - Reprise des passifs résiduels, essentiellement le solde du financement bancaire auprès de la BCGE
 - Reprise des actes de défaut de biens et conventions obtenus des débiteurs
- Le Conseil d'Etat a décidé que l'activité résiduelle héritée de la Fondation sera gérée par le futur centre du contentieux de l'Etat, ce qui implique la **disparition du CR de la Fondation aux budget et comptes 2010**

Le centre du contentieux de l'Etat

- La création de ce nouveau service, prévue au 1^{er} janvier 2010 au sein de la direction générale des finances de l'Etat concrétise les mesures P1-58 et P2-42 des plans de mesure du Conseil d'Etat adoptés en début de législature

- Les 3 étapes du projet d'élargissement successif des activités du Centre :
 - reprise des activités résiduelles de la Fondation de valorisation (2010)
 - reprise des ADB des départements (2010-2011, hors fisc)
 - reprise du contentieux des départements (2011-2014, hors fisc)

Le centre du contentieux de l'Etat

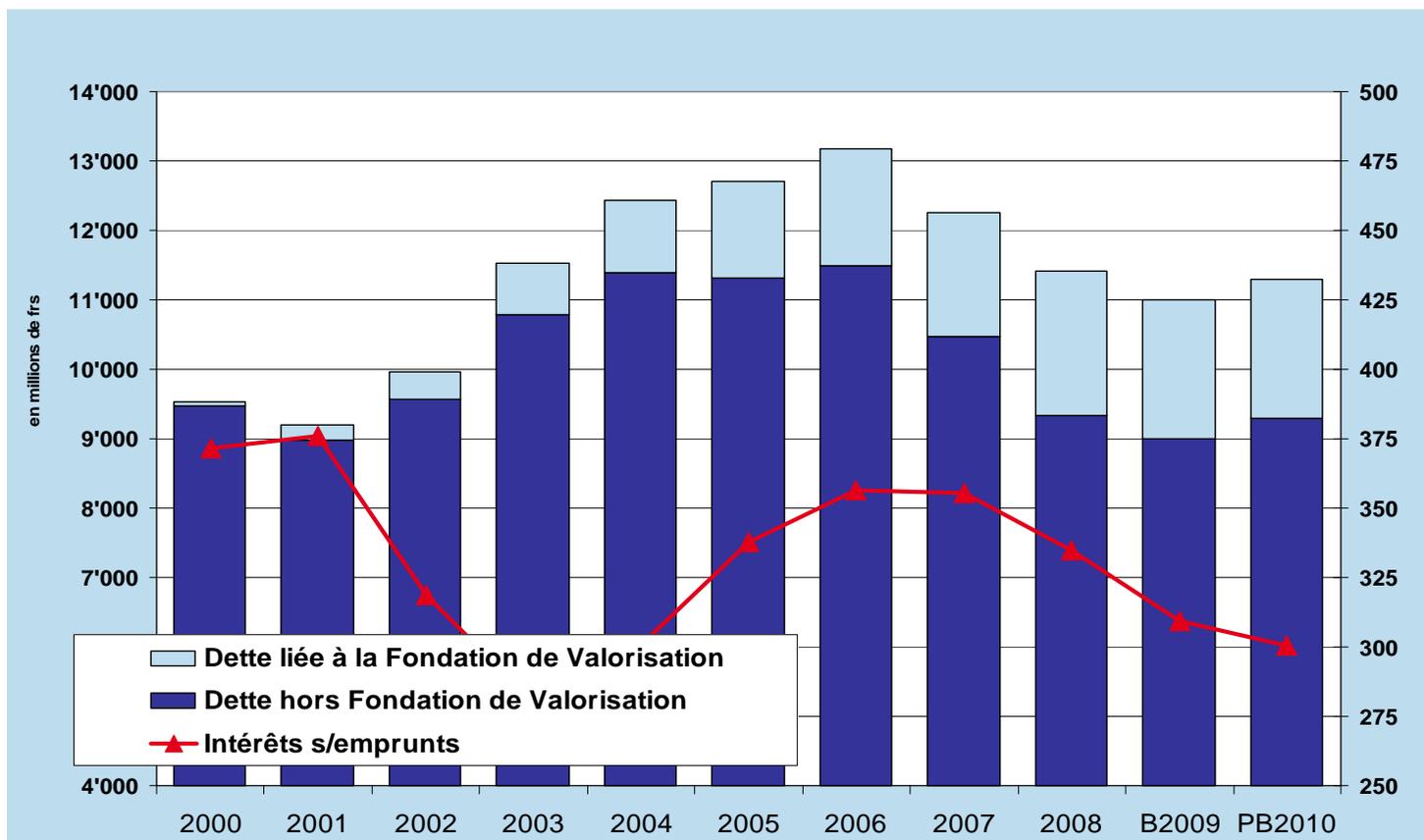
- Le PB 2010 reflète essentiellement l'impact de la reprise des activités résiduelles de l'ex-Fondation de valorisation
- Service rentable dès la première année

<i>Millions de francs</i>	PB 2010	Comptes 2009	Budget 2009
Total des Charges	23,0	0	0
Total des Revenus	37,5	0	0
Bénéfice de fonctionnement	14,5	0	0

6. La dette

Intérêts passifs et frais d'emprunt

- Diminution de **9 millions** des intérêts passifs (hors intérêts fiscaux) par rapport au budget 2009, conséquence d'un niveau bas des taux d'intérêts



Evolution de la dette

- Eléments ayant contribué à faire baisser la dette jusqu'en 2009:
 - Importants excédents enregistrés depuis 2006
 - Transferts d'actifs vers les entreprises publiques
 - Effet de la gestion globale de la liquidité de l'Etat et des principaux subventionnés (*caisse centralisée*)
 - Succès des diverses possibilités de payer l'impôt de manière échelonnée ou en début d'année, ce qui se traduit par un effet positif sur les besoins de financement de l'Etat
 - Gestion améliorée du contentieux de l'administration fiscale, qui produit des effets sur la trésorerie de l'Etat
- Après un recul de près de 2,4 milliards entre 2006 et 2009, la dette remontera en 2010 du fait du niveau très élevé des investissements

Questions...